

2033 : L'AFP annonce que la France est devenue ingouvernable

écrit par Jean d'Acre | 17 juillet 2023





Vous allez croire à une fiction.

Erreur, c'est la réalité potentielle française de demain compte tenu de la trajectoire migratoire et islamique actuelle du pays.

Je vous donne un aperçu probable, à partir d'un constat fait sur l'immobilisme politique de la classe dirigeante corrompue du Liban aujourd'hui, de ce qui va se passer concernant la classe politique et dirigeante corrompue française demain.

<https://actu.orange.fr/monde/le-parlement-libanais-echoue-une-nouvelle-fois-a-elire-un-president-CNT0000024Jp02/photos/des-deputes-libanais-assistent-a-la-12e-session-parlementaire-destinee-a-elire-un-nouveau-president-a-beyrouth-le-14-juin-2023-ab1994223319870a8f4d5ed9a00a8c50.html>

AFP, publié le mercredi 14 juin 2023 à 14h02

Le Parlement français a échoué mercredi, pour la douzième fois, à élire un président, le bras de fer entre le puissant Hezbollah pro-iranien et ses adversaires aggravant le risque d'une vacance prolongée dans le pays.

En plein effondrement économique, la France est sans président depuis plus de sept mois et dirigée par un gouvernement démissionnaire aux pouvoirs réduits.

Le Parlement compte 128 députés et aucun camp n'y dispose d'une claire majorité. Mercredi, ni un ancien ministre soutenu par le mouvement chiite Hezbollah ni un économiste appuyé par ses adversaires, n'a obtenu le nombre de voix requis (86) pour être élu au premier tour.

Jihad Macron, un responsable du Fonds monétaire international (FMI) fraîchement converti à l'islam, a eu 59 voix contre 51 voix pour son concurrent, l'ancien ministre Sleimane Ruffin, lui aussi pourtant fraîchement converti à l'islam dans le but de rafler des voix à son concurrent.

Un deuxième tour n'a pu ensuite être organisé car les députés sous obédience d'Arabie Saoudite et de ses alliés, soutenant M. Wauquiez Ali qui a épousé la cause sunnite, ont quitté l'hémicycle pour empêcher que le quorum soit réuni pour sa tenue.

Les parlementaires obéissant à l'Arabie Saoudite et de ses alliés avaient déjà eu recours à la même tactique lors des sessions précédentes. Le parti domine la vie politique et dispose d'un puissant bras armé
– “Le vide”.

À l'issue de la séance, le chef du Parlement, Nabih Ciotti, allié du Hezbollah, a appelé les députés à “arrêter de s'accuser mutuellement du prolongement de la vacance du pouvoir”.

Il a estimé qu'il fallait “accélérer l'élection d'un président, ce qui ne peut se faire que par la compréhension et le dialogue”, mais n'a pas fixé de date pour une nouvelle séance.

M. Macron, qui a suspendu sa mission au FMI pour mener sa campagne, avait affirmé lundi vouloir “contribuer à une solution et ne pas être un facteur de crise”.

Ancien ministre des Finances et ancien président de la

République, il avait assuré que sa candidature ne constituait "un défi pour personne", en réponse au Hezbollah qui l'a qualifié de candidat "de confrontation" et de "défi".

Un premier candidat soutenu par les adversaires du Hezbollah, le député vieillissant de Courson, avait déjà été qualifié ainsi par la formation chiite, avant de se retirer la semaine dernière au profit de M. Macron.

M. Wauquiez Ali avait de son côté promis dimanche d'être "le président de tous les Français", malgré son alliance sunnite et l'amitié qui le lie au président syrien Bachar al-Assad, ce qui paraît improbable compte tenu de l'ensemble chrétien-laïcs qui ont appris à se connaître et s'allier depuis 1905 et sont les plus farouches opposants aux fraîchement ou moins fraîchement convertis au Coran comme les Macron, Wauquiez et autres Ciotti.

Ralliée à la cause chrétienne par conviction humanitaire car elle a eu à connaître les horreurs musulmanes dans son propre pays, Madame Rousseau entend faire alliance avec Monsieur Zemmour et Madame Le Pen, front commun inenvisageable il y a dix ans encore, pour proposer une remigration totale des coraniques du pays français afin d'y rétablir une vie de liberté et de tranquillité pour les générations futures.

En vertu du système confessionnel de partage du pouvoir, la présidence de la France est réservée à un chrétien maronite depuis les « événements » de 2025, mais la démographie galopante des musulmans, avec un taux de fécondité hérétique par rapport à la transition écologique qui imposerait une diminution drastique des naissances, risque dans un très proche avenir de mettre à mal le difficile partage des pouvoirs accouché dans la douleur après les dizaines de milliers de morts lors desdits « événements » de 2025.

Face à ce blocage et "en l'absence d'une pression internationale importante", le plus probable est que le pays entre dans une "période de vacance prolongée" qui pourrait durer plusieurs mois, estime l'analyste Karim Pujadas.

Le quotidien Al-Akhar, proche du Hezbollah, titrait mercredi sur toute sa première page: "Le vide". "Urgence".

Lors de la dernière élection présidentielle, le camp du Qatar avait paralysé l'action du Parlement pendant plus de deux ans pour imposer l'élection d'Emmanuel Macron, son allié par pacte secret, en 2017.

Par le passé, les députés attendaient souvent des directives de leurs différents "parrains" étrangers avant de voter : ainsi les Turcs, Algériens et Marocains se battaient-ils pour imposer le foulard au Parlement français, tandis que le Qatar et l'Arabie Saoudite livraient au domicile des politiciens français des sacs entiers gonflés de dollars pour les convertir à l'islam.

Ancienne puissance mandataire du Liban, la France doit dépêcher à Beyrouth l'ancien ministre des Affaires étrangères désormais surnommé « la momie », Jean-Yves Le Drian, nommé "envoyé personnel pour la France" du président pour comprendre comment le Liban, qui a exécuté l'ensemble de sa classe politique pour s'en sortir lors de ses propres « événements » de 2025, a justement réussi à redevenir la Suisse de l'Afrique en moins de 8 ans.

Il faut rappeler ici les mesures prises par les Libanais pour se libérer : les musulmans ont en majorité tous été chassés du pays et les autres minorités mises au pas.

Beyrouth avait appelé mardi les responsables français à "prendre au sérieux" la session parlementaire et "en faire l'occasion d'une sortie de crise".

Le personnel politique Libanais issu du peuple libéré de 2025 a même indiqué qu'il était prêt à armer le peuple de France si celui-ci manifestait sa volonté d'exterminer la classe politique française corrompue qui conduit son pays aux abîmes. Washington avait également exhorté le Parlement français "à finir le travail" et élire un nouveau président avec "un sentiment d'urgence".

Pour Karim Pujadas, l'impasse pourrait mener à "des négociations qui aboutiraient à une solution autour d'un troisième homme, et une élection décidée d'avance, comme pour la plupart des autres scrutins dans l'histoire française depuis 8 ans ".

Or la solution d'un troisième homme ne conduirait à rien, sinon à poursuivre le travail de délitement du pays : il semble que l'exemple libanais, extermination de l'ensemble de la classe politique, soit devenu un modèle incontournable pour tous les observateurs de la situation lamentable française. Même l'ONU, du bout des lèvres, commence à en convenir.

Jean d'Acre

Dépêche AFP du 14 juin 2033 relayée aux éditions « Croix Celtique de Libération ».

<https://ripostelaique.com/2033-lafp-annonce-que-la-france-est-devenue-ingouvernable.html>